

Après les élections, l'Allemagne en quête d'une stabilité ébranlée

Jeanette Süß

► Points clés

- La CDU a gagné les élections fédérales de 2025 mais n'a pas réussi à passer la barre de 30 %, ce qui rend la « grande coalition » avec le SPD sous le futur chancelier Friedrich Merz comme seule option possible.
- L'AfD est la grande gagnante des élections, enregistrant des scores dépassant les 30 % à l'Est, tout en consolidant progressivement son ancrage à l'Ouest.
- Échec de la coalition « feu tricolore » : le SPD, les Verts et le FDP voient leurs résultats électoraux diminuer. Les libéraux ne parviennent pas à atteindre les 5 % nécessaires pour se maintenir au Bundestag, tandis que pour les libéraux du FDP c'est le retour dans l'opposition extraparlamentaire.
- Die Linke, que l'on disait devoir disparaître, se renforce mais fait évoluer son socle électoral, en résistant à la concurrence de l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) qui a frôlé la barre des 5 % sans toutefois être représentée au Bundestag.

Introduction

Avec 82,5 % de participation, l'Allemagne a enregistré un taux de mobilisation inédit depuis 1987, une hausse de 6,1 points par rapport à 2021¹. Comme en 2021, cette forte participation a profité à l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui a su mobiliser un grand nombre d'anciens abstentionnistes.

L'électorat a été largement animé par une volonté de sanctionner le gouvernement sortant qui ne recueillait que 14 % d'avis favorables avant l'éclatement de la coalition en novembre 2024². Le pays sera très probablement dirigé par une « grande coalition » entre la CDU-CSU (Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne-sociale en Bavière) et le Parti social-démocrate (SPD) qui ont entamé leurs pourparlers exploratoires le 28 février³.

Le vote pour les extrêmes (l'AfD, tout comme l'Alliance Sahra Wagenknecht – BSW) est un signe d'une défiance croissante envers les « partis de rassemblement » (*Volksparteien*) et traduit une fracture entre gouvernants et gouvernés. Désormais, la responsabilité incombe à la CDU de former un gouvernement stable et de répondre aux nombreux défis qui se posent à l'Allemagne : question migratoire, récession, politique étrangère et transition écologique. Faute de solutions concrètes, la montée de l'extrême droite pourrait se poursuivre.

Résultats des élections fédérales 2025

Parti	Élections fédérales 2025		Élections européennes 2024		Élections fédérales 2021	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%
CDU/CSU	14 158 432	28,6	11 949 117	30	11 173 806	24,1
AfD	10 327 148	20,8	6 325 890	15,9	4 802 097	10,3
SPD	8 148 284	16,4	5 551 545	13,9	11 949 756	25,7
Bündnis 90/ Die Grünen	5 761 476	11,6	4 738 227	11,9	6 848 215	14,8
Die Linke	4 355 382	8,8	1 091 586	2,7	2 269 993	4,9
BSW	2 468 670	4,97	2 456 460	6,2		
FDP	2 148 878	4,3	2 061 334	5,2	5 316 698	11,5
Autres	2 273 817	4,59	5 636 330	13,1	4 058 883	8,6

Source : données compilées sur la base des données de Bundeswahlleiterin © Ifri, 2025.

1. Le taux de participation ainsi que les différents scores des partis sont disponibles sur le site de la Bundeswahlleiterin : www.bundeswahlleiterin.de.

2. L.-M. Eckardt et C. Basl, « Wie die Ampel an Zufriedenheit einbüßte », *Tagesschau*, 5 février 2025, disponible sur : www.tagesschau.de.

3. « Union und SPD machen Tempo bei Sondierungen », *ZDF*, 28 février 2025, disponible sur : www.zdf.de.

Les « partis de rassemblement » ébranlés par les extrêmes

La victoire en demi-teinte de la CDU

Avec 208 élus sur 630 sièges et 28,5 % des suffrages, la CDU est arrivée première et désignera vraisemblablement le futur chancelier. Cette progression par rapport à son score historiquement bas de 2021 (24,2 %) constitue une victoire, bien que relative. En 2017, lorsqu'Angela Merkel avait obtenu 33 % des voix, ce résultat était déjà perçu comme une victoire en demi-teinte. En décembre 2024, le parti était encore crédité de 36 % des intentions de vote. Mais le tournant opéré par Friedrich Merz avec le vote d'une motion et d'un projet de loi restreignant l'immigration, portés par la CDU et votés avec les voix de l'AfD, n'a pas eu les effets escomptés, au contraire : seuls 18 % des électeurs CDU jugent ce sujet prioritaire, contre 31 % pour l'économie⁴. Au lieu d'avoir minimisé l'AfD comme comptait le faire Friedrich Merz, la CDU perd plus d'un million de voix au profit de l'extrême droite. Ce n'est que grâce au rejet de la coalition « feu tricolore » que la CDU se maintient largement en tête en absorbant presque 1,8 million de voix du SPD, 1,3 million du FDP et 500 000 voix des Verts. Ces résultats indiquent que la CDU, sous la direction de Friedrich Merz, a pu reconquérir une partie de ses anciens électeurs, qui avaient été déçus par Armin Laschet. Néanmoins, la reprise complète de sa base électorale espérée ne s'est pas réalisée. Alors qu'il aurait pu capitaliser sur son rôle de principal opposant face à la coalition « feu tricolore » le résultat de la CDU aux élections fédérales de 2025 demeure le deuxième pire score de l'histoire du parti.

Une défaite pour la coalition « feu tricolore »

Les élections fédérales constituent un échec cuisant pour les trois partis de la coalition constituée en 2021. Le SPD et son chancelier sortant Olaf Scholz enregistrent le plus mauvais score de leur histoire avec 16,4 % des voix et 120 députés, contre 25,7 % en 2021. Pour la première fois, un chancelier en exercice est relégué à la troisième place sans bénéficier d'une prime au sortant. Les Verts reculent de 3,1 points et se classent en quatrième position avec 11,6 %, contre 14,7 % en 2021. À l'époque, ils détenaient une position clé pour la formation d'une coalition aux côtés des libéraux. Les deux partis avaient entamé des pourparlers exploratoires avant même de négocier avec le SPD. Or, cette fois-ci, les libéraux du FDP échouent à se maintenir au Bundestag comme ils n'ont pas affranchi la barre fatidique de 5 %, en n'obtenant que 4,3 % des suffrages. Pour autant, la défaite des Verts est à relativiser : ils perdent moins de voix que le SPD et le FDP, et enregistrent leur deuxième meilleur score à une élection fédérale, bien qu'ils restent loin des 20,5 % obtenus aux élections européennes de 2019. Pour les Verts, le

4. Tous les sondages sur les électeurs des élections fédérales de 2025 proviennent de Infratest dimap, disponible sur le site du Tagesschau : www.tagesschau.de.

report de voix vers Die Linke (700 000) est encore plus significatif que celui vers la CDU. Le FDP et les Verts attiraient encore une part significative des jeunes électeurs en 2021 mais perdent leur position dominante aux partis plus radicaux. Alors que 21 % et 23 % des jeunes avaient voté pour les deux partis grâce à leur programme de modernisation de l'Allemagne, seuls 5 % et 10 % leur ont accordé leur vote en 2025.

La stratégie électorale du SPD qui voulait faire campagne sur le sujet de la justice sociale, en particulier sur le sujet de la retraite, n'a pas fonctionné notamment à cause de la personnalité du candidat Olaf Scholz. Pour ses électeurs traditionnels, le chancelier sortant n'a pas su opposer un contre-discours clair à une campagne dominée par l'AfD et ses thèmes centraux, immigration et récession. L'érosion de l'électorat du SPD s'explique par un effondrement de sa crédibilité, le parti passant de 25 à 12 % en matière de compétence économique et de 31 à 16 % en matière de politique étrangère. Outre ses pertes massives vers la CDU et l'AfD, le SPD cède 560 000 voix à Die Linke, dont la position pacifiste et le discours social ont séduit une partie de son ancien électorat. Le FDP, qui avait centré sa campagne sur le redressement économique, n'a pas su se démarquer de la CDU, partageant une grande partie de son programme tout en étant moins légitime après l'expérience mitigée au sein de l'ancienne coalition⁵. Les Verts étaient de leur côté dans une position inconfortable entre leur héritage progressiste centré sur le climat, la paix et les droits humains, et leur recentrage vers une approche plus pragmatique, notamment dans la politique d'immigration et étrangère. Aux yeux de l'électorat de centre-droit, le parti écologiste est tenu responsable d'une politique migratoire trop laxiste et d'une politique économique erronée, Robert Habeck, candidat à la chancellerie, ayant dirigé le ministère de l'Économie. Malgré un afflux d'adhésions (+ 42 000, portant leur total à 168 000⁶), les Verts n'ont pas su élargir leur base électorale.

À la suite des élections, les trois leaders de la coalition précédente – Christian Lindner (FDP), Robert Habeck (Verts) et Olaf Scholz (SPD) – ont annoncé leur retrait, ouvrant une période de réorientation pour leurs partis respectifs.

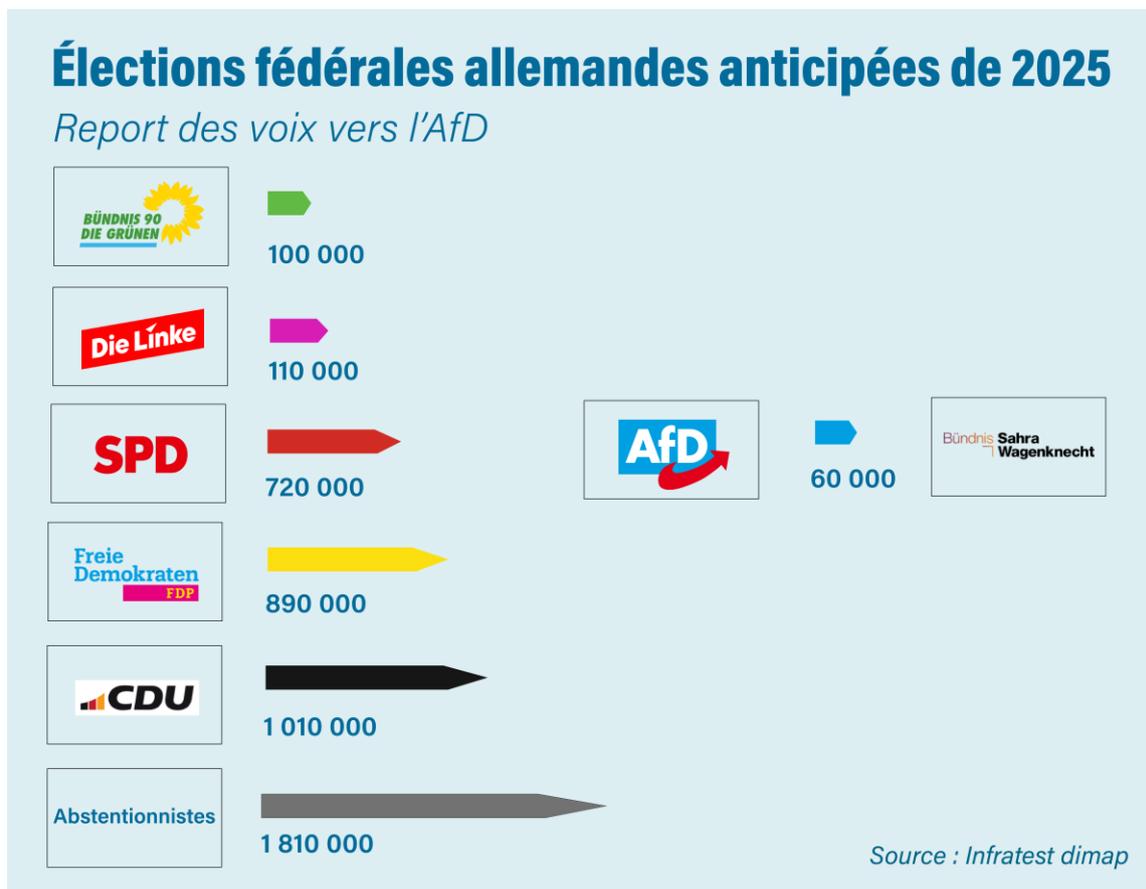
L'ascension fulgurante de l'AfD

Avec 20,8 % du scrutin (soit 10,3 millions de voix), l'AfD double son score national par rapport à 2021 (10,3 %) et acte d'une ascension fulgurante depuis sa création en 2013. L'AfD a attiré plus d'un million d'anciens votants de la CDU, près de 900 000 du FDP et 720 000 du SPD. Il siphonne ainsi un électorat considérable issu des partis centristes et mobilise également une grande partie des abstentionnistes (1,8 million).

5. J. Süß, « Les libéraux-démocrates face aux élections fédérales allemandes : un parti en lutte pour sa survie », *Notes du Cerfa*, n° 183, Ifri, février 2025, disponible sur : www.ifri.org.

6. J. Olk, « Grüne verzeichnen 42.000 Neumitglieder seit Ampel-Bruch », *Handelsblatt*, 19 février 2025, disponible sur : www.handelsblatt.com.

Report des voix vers l'Afd



© Ifri, 2025.

Environ 27 % des jeunes hommes (et 15 % des femmes) ont voté pour le parti contre seulement 12 % en 2021. Cela s'explique en partie par un sentiment d'incertitude face à l'avenir, par une campagne très active sur les réseaux sociaux et une certaine volonté de radicalité notamment chez les jeunes hommes en Allemagne de l'Est, plus défavorisés économiquement que les jeunes femmes, un phénomène déjà observable lors des élections européennes et régionales en 2024⁷.

Avec 152 députés sur 630, l'AfD va peser lourd dans la nouvelle composition du Bundestag où le parti s'imposera comme première force d'opposition avant les Verts. Mais malgré sa victoire incontestable, l'AfD espérait remporter un score encore plus important, idéalement en dépassant la barre de 25 % pour avoir des droits encore plus vastes au sein du Parlement. Reste à voir dans quelle mesure les partis centristes maintiendront leur stratégie d'isolement de l'AfD pour lui bloquer l'accès aux postes clés du Parlement, au risque de nourrir sa rhétorique victimaire.

7. V. Dubslaff, « La montée en puissance de l'extrême droite. L'AfD et le choix de la radicalité », *Notes du Cerfa*, n° 184, Ifri, février 2025, disponible sur : www.ifri.org.

Une gauche radicale en résurrection

Alors qu'elle a échoué de justesse son entrée au Bundestag en obtenant 4,97 %, l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) a toutefois fait un bon résultat lors des élections malgré sa création récente⁸. Le parti a été fondé en janvier 2024 seulement et a dû faire face à un manque de personnel et de structure pour cette campagne anticipée. Il n'a pour autant pas su rebondir sur son prompt succès lors des élections européennes (6,2 %) et régionales en Thuringe, Saxe et dans le Brandebourg obtenant jusqu'à presque 16 %⁹. L'avenir de la BSW reste incertain, Sahra Wagenknecht ayant déclaré vouloir se retirer si le parti n'arrivait pas à entrer au Bundestag¹⁰. Mais avec ce résultat extrêmement juste (il manquait 13 400 voix), le parti semble plutôt déterminé à vouloir continuer à s'implanter dans le paysage politique allemand.

La BSW n'a pas réussi à éclipser Die Linke dont elle est une scission. Avec 8,8 % des voix contre 4,7 % en 2021, Die Linke enregistre au contraire une nette progression alors qu'en janvier 2025, il risquait encore de disparaître du Parlement passant sous le seuil de 5 %. Cette résurrection a été rendue possible grâce à la co-présidente du groupe au Bundestag, Heidi Reichinnek. Sous sa direction, le parti a connu une forte hausse des adhésions (43 000 depuis le début de l'année, dont 20 000 dans les deux dernières semaines de campagne, portant le total à 102 400¹¹). La popularité de Heidi Reichinnek sur les réseaux sociaux et ses prises de position fermes contre l'extrême droite, particulièrement sur le vote sur l'immigration au Bundestag, ont largement résonné auprès des jeunes électeurs (25 %), notamment des femmes (35 %). Ainsi, Die Linke devient le premier parti des jeunes, devançant les Verts¹².

Parallèlement, la stratégie de mise en avant des figures historiques du parti (*Aktion Silberlocke*) a porté ses fruits. Cette stratégie auto-proclamée en automne 2024 consistait à l'idée de remporter trois mandats directs grâce à la notoriété de Bodo Ramelow, Gregor Gysi et Dietmar Bartsch afin de contourner la nécessité de franchir la barre de 5 %. Finalement Bodo Ramelow et Gregor Gysi ont remporté des mandats directs en Thuringe (Erfurt-Weimar) et à Berlin (Köpenick). Bien que Dietmar Bartsch ait été battu de justesse par une candidate de l'AfD à Rostock, le parti a remporté six circonscriptions. Cette popularité est allée de pair avec le rajeunissement du parti.

8. T. Holzhauser, « Ni à gauche ni à droite, mais les deux à la fois ? L'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) au lendemain des élections européennes », *Notes du Cerfa*, n° 178, Ifri, juillet 2024, disponible sur : www.ifri.org.

9. J. Süß, « Les élections régionales en Thuringe, en Saxe et en Brandebourg. Raz-de-marée pour les extrêmes ? », *Briefings de l'Ifri*, octobre 2024, Ifri, disponible sur : www.ifri.org.

10. A. Reimann et Linda Tutmann, « War es das für Wagenknecht? », *Spiegel*, 24 février 2025, disponible sur : www.spiegel.de.

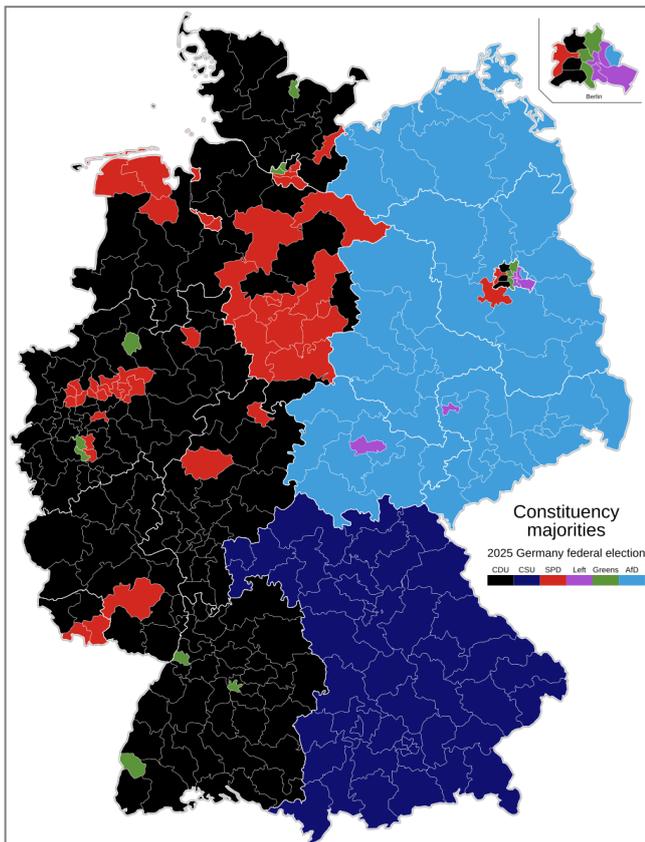
11. F. Scheuermann, « Die Linke boomt: Partei hat jetzt fast doppelt so viele Mitglieder wie die AfD », *Frankfurter Rundschau*, disponible sur : www.fr.de.

12. Données d'Infratest dimap, disponible sur le site du *Tagesschau* : www.tagesschau.de.

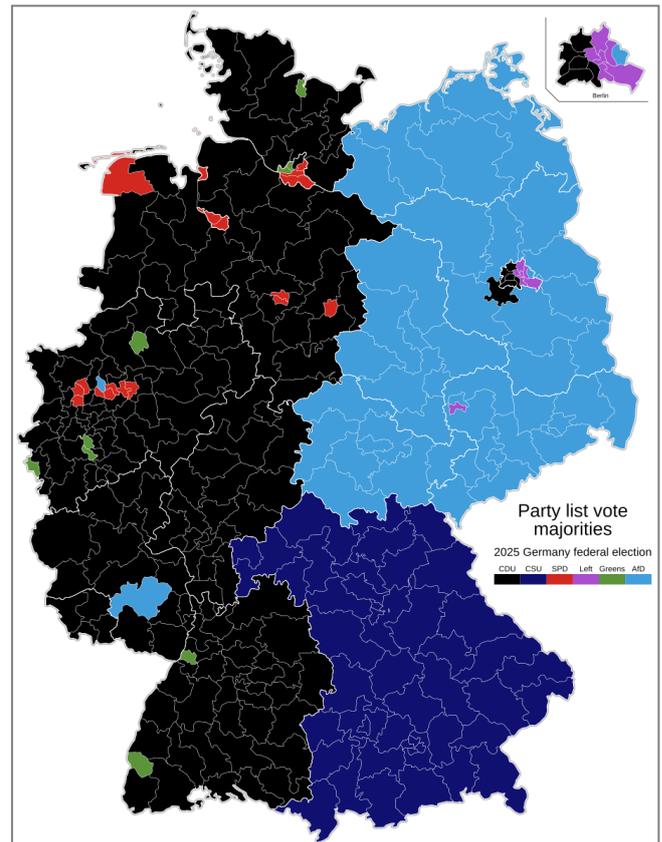
Les frontières bleues de l'Allemagne de l'Est

Résultats des élections fédérales

Scrutin uninominal



Scrutin proportionnel



Source : Costamiri/Wikimedia Commons.

L'analyse des résultats électoraux révèle une division persistante entre l'Allemagne de l'Est et l'Ouest. L'ancienne frontière de la République démocratique allemande (RDA) – Thuringe, Saxe, Saxe-Anhalt, Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie-Occidentale – réapparaît en bleu aux couleurs de l'AfD, à l'exception des villes de Berlin, Leipzig et Jena. Avec 47 des 50 circonscriptions de l'Est affichant des scores entre 32 % et 38 % dans les nouveaux *Länder*, l'AfD s'y impose comme un parti de « rassemblement », comparable à la CSU en Bavière.

Le parti poursuit son ascension à l'Est après y avoir déjà franchi la barre des 30 % lors des élections européennes et régionales en 2024. En 2021, l'AfD obtenait 19,1 % des suffrages à l'Est contre 8,2 % à l'Ouest. Cette tendance s'est amplifiée en 2025, avec 36,2 % des voix à l'Est contre 18 % à l'Ouest. Son succès est particulièrement marqué dans le Nord-Est, où il enregistre une hausse de 20 points dans certaines circonscriptions. Traditionnellement plus fort dans les campagnes que dans les villes, l'AfD progresse

désormais dans certains centres urbains, voire les remporte, comme à Dresde, longtemps bastion de la CDU. En Saxe, il devance la CDU de 17 points. Le co-président du parti, Tino Chrupalla, y fait un des meilleurs scores pour le parti à Görlitz (48,9 %) et Maximilian Krah¹³ à Chemnitz (44,2 %) ; en Thuringe, l'AfD atteint 38,6 %, soit près du double du score de la CDU (18,6 %). En 2021 encore, le SPD était arrivé en tête à l'Est et dominait en particulier dans le Nord-Est ; il n'avait pu accéder à la chancellerie qu'en raison de ses gains dans cette région¹⁴. La BSW, malgré son objectif de contrer l'AfD, n'a pas freiné sa progression, bien qu'elle ait absorbé 60 000 voix. Même si la BSW ne siègera pas au Bundestag, elle a atteint en moyenne 10 % en Allemagne de l'Est, avec un pic de 12,6 % à Francfort-sur-l'Oder. Malgré cette concurrence et son image plus institutionnelle face à la BSW et l'AfD, Die Linke a su maintenir ses positions, voire progresser légèrement. Elle conserve la circonscription de Leipzig avec 30 % des voix.

Die Linke, la BSW et l'AfD se veulent tous les trois avocats des Allemands de l'Est sur toile de fond des disparités persistantes entre l'Est et l'Ouest sur les plans socio-économique et culturel. 57 % des habitants est-allemands se sentent comme citoyens de deuxième classe par rapport à la prédominance de l'Ouest, un ressenti encore plus marqué en Thuringe (75 %) et surtout parmi les électeurs de l'AfD (83 %)¹⁵.

À l'Ouest, la résistance à l'AfD demeure plus forte, portée par des contre-pouvoirs solides (syndicats, Église, presse, élus locaux), affaiblis à l'Est par quarante ans de régime communiste. L'AfD capitalise sur son statut de parti anti-*establishment* né après la réunification, jamais au pouvoir, contrairement aux partis « importés » de l'Ouest et à Die Linke, qui a gouverné en coalition¹⁶. Avec un taux de pauvreté six fois plus élevé à l'Est qu'à l'Ouest, les disparités socio-économiques persistent ce qui favorise un vote pour les extrêmes. L'AfD séduit particulièrement les personnes au chômage (34 %) et les ouvriers (38 %), des groupes vulnérables à la crise car confrontés à la hausse des loyers et aux fermetures d'usines, notamment en Lusace et dans l'Erzgebirge, ou encore à Zwickau en Saxe où Volkswagen a menacé le site de fermeture¹⁷. Alors que le programme économique de l'AfD privilégie nettement les ménages aisés, cela ne semble pas avoir dissuadé ses électeurs. Comme le souligne une analyse de *Die Zeit*, l'AfD domine dans les 50 circonscriptions aux revenus les plus bas, tandis que la CDU remporte celles des

13. Krah a été intégré au groupe de l'AfD au Bundestag après son exclusion du Parlement européen à la suite de l'arrestation d'un collaborateur pour espionnage au profit de la Chine, accusé d'avoir accepté des financements russes. Les propos de Krah minimisant les crimes de la SS avaient conduit le Rassemblement national à rompre avec l'AfD. Lire T. Paternoster, « Un ex-député européen de l'AfD, au passé sulfureux, a été élu au Bundestag », *Euronews*, disponible sur : <https://fr.euronews.com>.

14. P. Maurice, « Une Allemagne en mutation. Le système des partis à l'épreuve des élections fédérales de 2021 », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, octobre 2021, p.9, disponible sur : www.ifri.org.

15. « Ansichten zu Ostdeutschland », *Tagesschau*, 22 septembre 2024, disponible sur : www.tagesschau.de.

16. N. Megel et P. Maurice, « Élections en Allemagne : "À l'Est, l'extrême droite joue sur une nostalgie paradoxale de la RDA" », *Nouvel Observateur*, 24 février 2025, disponible sur : www.nouvelobs.com.

17. C. Boutelet, « À Zwickau, dans l'Est de l'Allemagne, la peur du déclin, carburant du parti d'extrême droite AfD », *Le Monde*, 19 février 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

revenus les plus aisées¹⁸. En contrepartie, un électeur sur deux ayant soutenu le SPD en 2021, mais s'en détournant en 2025, estime que les travailleurs ont été négligés. Seul Olaf Scholz remporte un mandat direct en Allemagne de l'Est en 2025, à Potsdam malgré son impopularité générale.

Enfin, l'AfD exploite la question migratoire en dénonçant son coût pour l'État-providence et son impact sur la cohésion sociale, un discours qui trouve un large écho à l'Est, malgré un taux d'étrangers particulièrement bas dans cette région.

Un ancrage territorial des partis traditionnels à l'Ouest qui s'affaiblit

Dans l'ensemble, les partis traditionnels – CDU, SPD, FDP et Verts – conservent leur ancrage respectif en Allemagne de l'Ouest, bien que l'AfD et Die Linke réduisent progressivement leur écart. Seule la BSW demeure marginale, perçue avant tout comme un parti essentiellement tourné vers l'Est de l'Allemagne.

La CDU a plus que doublé le nombre de circonscriptions remportées par rapport à 2021, passant de 107 à 217. Elle reste solidement implantée en Allemagne de l'Ouest, où elle arrive en tête avec une moyenne de 30,9 %. Friedrich Merz réalise le meilleur score de la CDU parmi ses mandats directs avec 47,7 % dans la circonscription de Haut-Sauerland en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Le parti progresse également dans des territoires historiquement favorables au SPD, bien que ce dernier conserve une assise importante, notamment dans des villes comme Brême et Hambourg¹⁹. La chute de son soutien parmi les ouvriers – seulement 12 % d'entre eux lui accordent encore leur vote contre 26 % en 2021 – entraîne un recul même dans ses fiefs traditionnels, notamment dans la Ruhr, en Hesse et en Basse-Saxe. Wolfsburg, siège de Volkswagen, est un exemple parlant où le SPD avait encore remporté un mandat direct avec 42,1 % des suffrages en 2021. Le parti perd sa position de premier parti (28,5 %) au profit d'une CDU qui obtient 30,9 % des mandats directs, tandis que l'AfD progresse fortement à 22,3 % contre 9,6 % en 2021. La CDU est désormais sous pression face à la montée de l'AfD, alors qu'en 2021, elle rivalisait encore avec le SPD pour la première place.

En Bavière, la CSU recueille 37,2 % des voix, conservant son statut de premier parti du *Land*, mais enregistrant son troisième pire résultat lors d'une élection fédérale. À cause de la réforme de son système électoral afin de réduire le nombre de députés d'un Bundestag gonflé à 630 (733 sièges en 2021 y compris 136 sièges supplémentaires à cause du surplus du scrutin uninominal), 23 candidats qui auraient dû faire leur entrée au Parlement n'ont pas été élus. Cela concerne particulièrement la CDU avec 15 députés ayant remporté un mandat direct et trois de la CSU.

18. « Wo die Wahl gewonnen wurde », *Die Zeit*, disponible sur : www.zeit.de.

19. Néanmoins, même s'il recule, le SPD a remporté les élections pour la ville-État de Hambourg le 2 mars 2025.

Malgré leur défaite à l'échelle fédérale, les libéraux conservent leur ancrage dans les régions incarnant le *Mittelstand*, et dans des milieux urbains comme à Düsseldorf où il fait son meilleur score (7,8 %) ou dans les environs de Stuttgart (6,1 %), bien qu'il y enregistre un recul de plus de 10 points par rapport à 2021 en faveur de la CDU et l'AfD. Les Verts restent également bien implantés en milieu urbain (Berlin, Cologne) et universitaire (Heidelberg, Münster, Fribourg, où ils atteignent 26,6 %). En Baden-Württemberg, bastion historique des Verts, le parti enregistre un net recul, atteignant seulement 13,5 % des voix, soit à peine plus que son score national. L'avantage traditionnellement conféré par la popularité du ministre-président Winfried Kretschmann s'amenuise, tandis que la CDU creuse l'écart : de 7,6 points en 2021, elle passe désormais à 18 points, fragilisant ainsi la position de Cem Özdemir, ministre pour l'Agriculture dans la coalition « feu tricolore » et candidat pour le poste de ministre-président lors des prochaines élections régionales en 2026.

Le nouvel ancrage de l'AfD et Die Linke à l'Ouest

Si la percée de l'AfD reste particulièrement marquée en Allemagne de l'Est, pour la première fois, le parti progresse également à l'Ouest, se classant deuxième dans la majorité des circonscriptions bavaroises (19 %) et obtenant 20 % au Bade-Wurtemberg. Sans son succès à l'Ouest, l'AfD n'aurait pas atteint 20 % des suffrages, les cinq *Länder* de l'Est comptant à autant d'habitants que la Rhénanie-du-Nord-Westphalie à elle seule. Alors qu'elle n'obtient aucun mandat direct à l'Ouest, l'AfD arrive pour la première fois en tête lors du scrutin proportionnel (deuxième voix) dans deux circonscriptions en Allemagne de l'Ouest, à Kaiserslautern (25,9 %) et à Gelsenkirchen (24,7 %), deux villes économiquement fragiles, historiquement détenues par le SPD.

Si Die Linke reste plus forte à l'Est (11,8 % contre 8,8 % au niveau national), son essor à l'Ouest est particulièrement marquant, notamment dans les milieux urbains. Le parti y atteint 7,6 %, confirmant que son ancrage n'est plus limité à l'héritage de la réunification. Il devient la première force politique à Berlin avec 19,9 % et un mandat direct à l'Ouest dans la circonscription de Neukölln avec 30 %.

Regagner la confiance : une « grande coalition » restreinte dans sa marge de manœuvre ?

Malgré leur affaiblissement en tant que partis traditionnels, la CDU et le SPD devraient selon toute vraisemblance sceller une « grande coalition » même si les deux partis ne ressemblent plus 50 % des voix au Bundestag. Ce n'est que grâce à l'absence de la BSW, du FDP et des « autres » petits partis (qui ensemble représentent 13,9 % des voix) que les 41,9 % cumulés de la CDU et du SPD suffiront pour gouverner à deux plutôt qu'à trois. Alors que la CDU a une légitimité plus grande que le SPD, qui est relégué au rôle d'un partenaire junior après avoir détenu la chancellerie, les jeux ne sont pas faits pour qu'une

relance de la « grande coalition » soit couronnée de succès même si 67 % des Allemands sont en faveur d'une telle coalition²⁰. La conscience et un sens de responsabilité politique dans des temps de crise sur le plan géopolitique et économique planent donc sur la CDU et notamment sur le SPD, qui a une appétence limitée de s'allier avec la CDU mais s'est déclaré prêt à entamer des pourparlers exploratoires le 28 février.

Les négociations entre la CDU et le SPD pour former un gouvernement ne seront pas sans pierres d'achoppement après les attaques virulentes de Friedrich Merz pendant la campagne électorale sur le fond et sur la forme. Sa manœuvre de chercher une majorité avec l'AfD, le FDP et la BSW pour faire passer une motion et un projet de loi sur l'immigration a laissé un goût amer auprès du SPD. La CDU veut durcir la politique migratoire, notamment en restreignant le regroupement familial, tandis que le SPD défend le maintien des règles actuelles. En matière économique, les deux partis veulent relancer la croissance, mais divergent sur les baisses d'impôts et les investissements. Sur la défense, l'enjeu majeur est le financement du budget militaire ce qui pourrait encore mener à la mise en place d'un fond spécial pour l'armée sous le gouvernement actuel et l'éventuelle livraison de missiles Taurus à l'Ukraine, que Scholz a toujours refusé. Les divergences sont également fortes en matière sociale, avec la CDU voulant remplacer l'allocation citoyenne (*Bürgergeld*) et s'opposant à une hausse du salaire minimum. Enfin, la CDU remet en question des mesures climatiques et se montre ouverte sur la question de la technologie nucléaire. En outre, leur marge de manœuvre serait restreinte : avec la nouvelle composition du Bundestag, l'AfD et Die Linke, fermement opposée à toute hausse des dépenses militaires, détiennent une minorité de blocage (un tiers des sièges). Toute révision constitutionnelle, nécessaire pour un assouplissement du frein à l'endettement notamment, serait donc plus difficile à atteindre.

Ces élections démontrent que l'érosion des partis traditionnels en Allemagne en faveur des partis radicaux se poursuit. L'Allemagne faisait jusqu'à présent encore exception par rapport à la montée du populisme en Europe mais le vent semble tourner avec cette élection. Le retour attendu à une coalition avec deux partenaires pourrait ramener de la stabilité et permettre aux partis démocratiques de se ressaisir. Les deux partis s'étant préparés à coopérer dans la dernière ligne droite de la campagne, ils devraient trouver un terrain d'entente, ce qui serait crucial non seulement pour une stabilité retrouvée en Allemagne, mais aussi pour la relance du tandem franco-allemand et la coopération avec les partenaires européens.

20. Données d'Infratest dimap, disponible sur le site du *Tagesschau* : www.tagesschau.de.

Jeanette Süß est chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales (Ifri), où elle travaille en particulier sur la politique intérieure allemande, l'Union européenne (UE) et le couple franco-allemand au sein de l'Europe. Politologue de formation, elle a travaillé pour le Conseil d'experts pour l'intégration et la migration au profit du gouvernement allemand, pour l'Institut d'études de sécurité de l'UE à Paris et pour la fondation politique allemande Friedrich-Naumann pour la liberté à Bruxelles avant de rejoindre le Cerfa.

Comment citer cette publication :

Jeanette Süß, « Après les élections, l'Allemagne en quête d'une stabilité ébranlée »,

Briefings de l'Ifri, Ifri, 6 mars 2025.

ISBN : 979-10-373-1011-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'autrice.

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Affiche électorale, Allemagne, Francfort-sur-le-Main, 22 janvier 2025

© ahmetrefikguler/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

